

LA PLURIACTIVITE : TRANSITION OU ELEMENT MAJEUR DE L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN ALBANIE ?

BIBA Gjin

*doctorant ENSA-INRA, Laboratoire SAD-LECSA,
INRA, Montpellier,*

PLUVINAGE Jean

*chercheur, SAD-LECSA, INRA Montpellier
2, place Viala - 34060 Montpellier cedex 1. France*

INTRODUCTION ET PROBLEMATIQUE

La question du maintien d'un grand nombre de petites exploitations agricoles dans les pays européens et méditerranéens est une question centrale pour discuter de la pertinence de politiques économiques appliquées à l'agriculture. On attend en général de la politique agricole un développement de la production, un accroissement des revenus des familles, et enfin de plus en plus largement une contribution à l'évolution de l'utilisation du territoire par rapport à des objectifs nationaux et régionaux (Laurent et al., 1994).

La politique agricole peut reposer sur une structuration du secteur agricole sous une forme pluriactive (cas de l'Autriche et de la Suisse par exemple) ou au contraire l'ignorer (cas de la France jusqu'à la nouvelle loi d'orientation agricole de 1999) en la considérant comme un état transitoire de l'agriculture traditionnelle vers un modèle d'agriculture marchande et spécialisée; ce choix est crucial pour des pays qui commencent une nouvelle phase historique à l'issue de période de socialisation de la production.

La réponse à cette question est d'autant plus compliquée qu'elle doit prendre en compte différentes formes de pluriactivité. Il s'agit souvent d'exploitations traditionnelles assurant une base d'autosubsistance stable pour des familles regroupant des activités géographiquement variées et parfois très éloignées de la base familiale. C'est bien sur cet équilibre que la société française s'est organisée tout au long du 19^{ème} siècle après la redistribution des terres féodales; on reconnaît assez largement qu'il a fallu la déstabilisation sociale entraînée par les deux conflits mondiaux du 20^{ème} siècle pour venir à bout de ce modèle, révélant « enfin » les vertus productives de la production marchande spécialisée, qu'elle soit organisée à grande échelle avec des travailleurs salariés ou sur une base familiale.

Depuis une dizaine d'années des exploitations issues de la redistribution de terres étatisées tant en Europe orientale qu'autour du bassin méditerranéen ont été distribuées à des travailleurs dont les bases sociales sont moins directement fondées sur la possession d'un patrimoine rural. Souvent d'une taille insuffisante elles ne suffisent pas à assurer le revenu des nombreuses familles à qui le foncier a été distribué ou mis à disposition dans un souci d'équité sociale et politique.

Depuis les années 50 il est couramment admis en Europe que le modèle familial à deux travailleurs (souvent exprimé par l'existence sur l'exploitation d'un chef et de son conjoint ou un parent) a largement fait ses preuves (lois d'orientation agricole de 1960-62 en France, ..) et que la meilleure politique est celle qui favorise au mieux, et le plus rapidement possible l'émergence de ces structures de production "idéales", avec des travailleurs à plein temps.

Il est vrai que tout le monde admet aussi que ce "modèle" n'apparaît pas spontanément et que sa consolidation en Europe de l'Ouest a nécessité un long accompagnement institutionnel et financier, dont certains espèrent la disparition progressive grâce la libéralisation croissante du commerce mondial de produits alimentaires (discussions en cours au sein de l'OMC à Seattle en décembre 1999). Dans ce contexte, l'agriculture pluriactive est souvent considérée comme une transition vers des formes plus abouties d'organisation de la production ou comme une modalité adaptée à l'agriculture des zones déclarées en difficulté.

Des économistes contredisent radicalement ce système d'explication, remarquant que la pluriactivité est beaucoup plus fréquente et stable qu'on ne le reconnaît généralement, et que ce phénomène est assez

largement masqué par un appareillage statistique plus orienté vers la connaissance de la production agricole que vers la caractérisation des systèmes d'activité des ménages ayant une activité agricole ; de plus cette pluriactivité regroupe elle-même de nombreux types d'assemblages d'activités agricoles et non agricoles qu'il est nécessaire de caractériser en tant que différents types de systèmes d'activité de ménages, reconnus dans leur globalité et non plus seulement sous le seul aspect des processus de production agricole (Laurent, Ponchelet, et al. 1994, 1996, 1998).

Dans les changements de la PAC en cours, ainsi que dans la nouvelle loi d'orientation agricole française (1999), la multifonctionnalité de l'exploitation agricole reconnaît un peu mieux l'existence de la pluriactivité en proposant d'inciter le développement de l'emploi (agricole ou non) dans les exploitations. Quelques soient les vicissitudes de la reconnaissance professionnelle de la pluriactivité dans les pays industrialisés, son caractère incontournable s'impose à quiconque essaye de comprendre le monde rural méditerranéen; sa fonction est multiple qu'il s'agisse d'un système de gestion d'un patrimoine foncier familial précieux en dépit de sa faible productivité, ou d'une garantie contre les aléas de la production au même titre que la diversification de la production (Pluvinage, 1995) ou encore de la compensation de l'insuffisance des moyens de production agricoles disponibles pour chaque travailleur (Pouliquen, 1994). La privatisation totale du secteur agricole collectiviste en Albanie par la distribution égalitaire et gratuite des terres et moyens de production a été avant tout un projet politique de partage du capital national entre tous les ménages ruraux albanais. Ce changement radical de la forme de propriété a instauré plus de 460 000 mini-exploitations paysannes d'une taille moyenne de 1,4 ha à partir d'une agriculture totalement socialisée selon le modèle soviétique, en fermes d'état et fermes coopératives. Sans expérience de l'économie de marché libre, avec très peu de moyens de production et confrontées à une situation socio-économique difficile et instable, cette nouvelle couche de petits propriétaires fonciers commence à mettre en oeuvre des stratégies de pluriactivité familiale fondées sur le développement de la production agricole à partir du peu de facteurs de production dont elle dispose (terre et capital). L'absence de développement d'emplois industriels actuellement et dans un futur proche contribue à cette évolution.

Les avantages de la pluriactivité consistent dans le fait qu'elle assure la sécurité alimentaire, l'emploi et l'acquisition d'un statut social à la famille paysanne au sein de la communauté rurale (Ellis F. 1993). Elle s'exerce sous différentes formes d'activités au niveau local et par l'émigration temporaire (notamment en Grèce) et permanent (surtout en Italie).

Ainsi, notre double hypothèse consiste à affirmer que:

1. - Le dynamisme de transformations de l'économie paysanne albanaise est caractérisé par la recherche d'une combinaison d'activités agricoles et non agricoles au sein de la famille qui a pour objectif le maintien de la cohésion du groupe domestique (famille - exploitation)¹ et son intégration aux marchés.
2. - Bien que le recul soit encore court (seulement sept ans d'existence du secteur privé), nous pensons qu'il est possible de montrer que ce compromis entre marché et la pluriactivité agricole est une forme durable de l'organisation et du fonctionnement de la production agricole en Albanie.

Pour comprendre ce nouveau mode d'organisation de l'économie paysanne, nous avons mis en place un dispositif d'observation de la dynamique des transformations réalisées en cours au niveau des unités socio-économiques de base. Cinquante deux exploitations-ménages du district de Lezha choisies dans 4 zones (2 en plaine côtière, une en zone de colline, une en zone de montage) ont été enquêtées à deux années d'intervalle en 1997 et 1999 (Biba, 1997, 1999).

L'histoire contemporaine de l'agriculture albanaise nous paraît exemplaire pour montrer que la pluriactivité est un des fondements durables de la production agricole (première partie). Celle-ci

¹ La famille paysanne albanaise se fonde sur la notion du couple marié, monogame, vivant avec ses enfants et souvent des représentants âgés des générations passées. Mais comme souvent dans les sociétés méditerranéennes on peut trouver encore des grands familles, formées par la cohabitation des plusieurs (souvent deux) couples ensemble sous l'autorité du chef de la famille. Le choix des activités économiques et l'allocation des ressources disponibles se fait par la concertation entre les membres actifs de la famille. L'accord entre les membres de la famille devient un élément encore plus important quand il s'agit de décider de l'avenir de l'exploitation agricole et du patrimoine foncier. Comme le souligne A. Barthez, dans le cas des exploitants agricoles en France que en agriculture « n'existe pas d'installation en dehors de toute référence à la famille » (A. Barthez, 1999).

s'organise dans des conditions variées d'équilibre entre activités agricoles et non agricoles, que l'on peut identifier au travers d'une tentative de typologie (deuxième partie). Une analyse des mêmes exploitations à deux ans d'écart avec la même clef typologique montre les différents types de trajectoires qui nous aident à comprendre le caractère central de la pluriactivité dans un modèle global de l'agriculture albanaise (troisième partie). Ces conclusions seront à moduler dans l'avenir compte tenu du caractère récent de la réalisation et de l'écart trop limité entre les deux campagnes d'observation.

I. - SYSTEMES D'ACTIVITE DES MENAGES ET PRODUCTION AGRICOLE

Les deux tiers des ménages albanais, devenus petits propriétaires fonciers et agriculteurs suite à la réforme agraire de 1992, doivent recourir à d'autres activités économiques pour développer une exploitation agricole marchande. Les stratégies qu'ils mettent en place cherchent surtout à compenser la faiblesse des moyens de production dont ils disposent.

a - Diversité des objectifs et choix stratégiques des ménages

Les objectifs des ménages paysans, peuvent être regroupés en trois catégories:

☞ *assurer l'autosuffisance alimentaire de la famille.* Face aux difficultés avec lesquelles étaient confrontées les familles au moment de la privatisation de la terre, en 1992 -1993, la quasi totalité des ménages paysans avait comme objectif d'assurer l'alimentation de la famille. C'est encore un objectif essentiel pour les trois quarts des exploitations en 1999.

☞ *développer une production agricole marchande.* Les moyens d'atteindre cet objectif sont : l'intensification de la production par les investissements en capital et surtout l'utilisation maximale de la force de travail

☞ *assurer des revenus non agricoles.* Cet objectif est souvent fixé dans le but d'augmenter les revenus monétaires de la famille paysanne. Il peut être atteint par le développement de diverses activités non agricoles locales ainsi que par une émigration de certains membres de la famille vers les grandes villes ou à l'étranger, saisonnière, temporaire durant quelques années, ou plus durable.

b - Disponibilités en facteurs de production

La création des exploitations agricoles albanaises est le résultat d'une réforme agraire basée sur le principe du partage égalitaire des terres étatiques entre toutes les familles paysannes qui habitaient dans la zone géographique faisant partie d'une même unité de production collective (coopérative ou ferme d'Etat). De ce fait, au niveau du même village, toutes les familles paysannes disposent de la même superficie des terres agricoles (1,5 ha environ) et en dehors de quelques animaux (1 à 4 vaches et au maximum une dizaine de brebis), elles ne disposent quasiment pas de capital de production.

La façon dont la force de travail va être répartie entre l'activité agricole et les activités extra agricoles devient l'élément central de régulation du système d'activité.

c. - Analyse du système d'activité

Pour analyser les systèmes d'activité il faut étudier les relations fonctionnelles qui unissent les différentes activités économiques au sein du ménage paysan. Ces relations ont été analysées en termes d'allocation du travail familial et de la composition des revenus.

1. - Affectation de la force du travail aux différentes activités du ménage-exploitation

Selon nos enquêtes, nous constatons qu'en terme d'emplois, la principale activité économique des ménages ruraux qui possèdent de la terre reste l'agriculture. En 1992-93 les statistiques nationales (qui sont aussi les dernières connues), montraient que la quasi totalité de la population rurale active était employée à titre principal dans l'agriculture, contre seulement les deux tiers aujourd'hui (le développement rapide du secteur informel et l'émigration massive des jeunes occupent, selon nos observations, entre 30 et 35 % des actifs de la zone rurale de Lezha). Les principales activités non agricoles sont : l'émigration, qui occupe la majorité des actifs non agricoles, ensuite les services villageois et les salariés de la fonction publique.

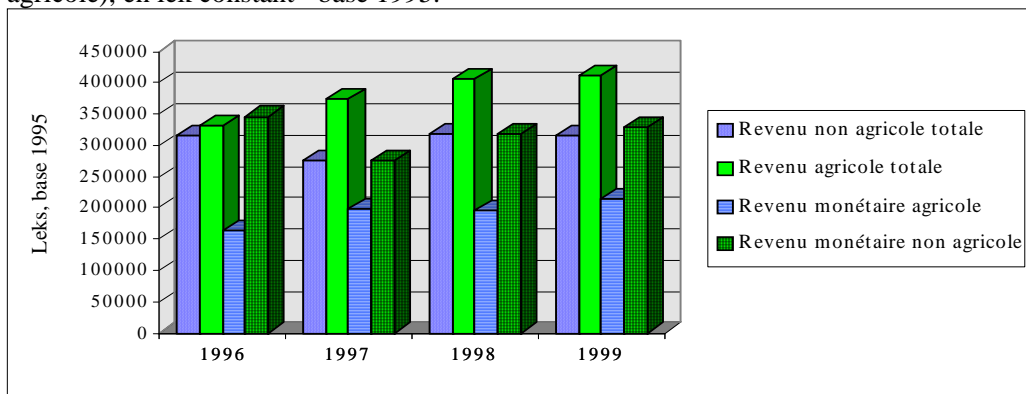
A l'intérieur des ménages paysans, il existe une division du travail entre les membres de la famille. Ainsi nous constatons que :

- Les femmes partagent généralement leur temps de travail entre l'exploitation agricole et les travaux domestiques.
- La plus part des hommes âgés de plus de cinquante ans travaille en agriculture.
- Les hommes entre vingt et quarante ans travaillent hors de l'agriculture mais consacrent une partie de leur temps de travail, pour 40 % des individus de cette classe d'âge, à l'exploitation agricole lorsque les travaux l'exigent.
- Les enfants de moins de seize ans et les personnes âgées participent au gardiennage des troupeaux.

2. - Décomposition du revenu familial (sur la base des enquêtes 1997 et 1999)

En 1998, le revenu familial total est composé pour 54 % de revenus agricoles et pour 46 % de revenus non agricoles. Le graphique n° 1 montre l'évolution 1996-1999 des revenus agricoles et extra - agricoles. Les revenus familiaux totaux annuels sont en moyenne de 700 000 leks (en leks base 1995), soit 230 000 leks par actif (l'équivalent en Francs français est de 11 000 francs environ).

Graphique n° 1. - Evolution 1996-1999 des revenus familiaux totaux et monétaires (agricole et non agricole), en lek constant - base 1995.



* Source : G. BIBA, 1999.

Il y a une augmentation continue des revenus agricoles. Ceci s'explique par les modifications du système de production. On assiste à une augmentation rapide de la production animale grâce à l'augmentation de la taille des troupeaux et un développement des cultures "commerciales" (légumes, fruits, plantes et semences, cultures industrielles). Les revenus extra-agricoles restent relativement stables et connaissent même une légère diminution en 1997 (cf. graphique 1). Ceci s'explique par l'insécurité du système bancaire en Albanie. Une partie des revenus de l'émigration sont déposés dans les banques des pays où les albanais travaillent et échappent à l'analyse statistique.

Dans ce graphique, nous remarquons aussi une tendance à l'augmentation du revenu monétaire agricole, de 1996 à 1999, ce qui témoigne d'un plus grand degré d'intégration aux marchés de produits agricoles. Cependant les revenus monétaires agricoles ne représentent encore que 29 % du revenu monétaire total de la famille paysanne de notre district d'étude.

Les revenus non agricoles (70%) des familles paysannes proviennent de:

a. - Activités rurales non agricoles

Le petit commerce, les différents services villageois, le ramassage des plantes médicinales, parfois la collecte et le transport des personnes et des marchandises sont les principales activités non agricoles qui occupent un petit nombre des habitants de la zone rurale.

b. - Les salaires des fonctionnaires.

Nous avons constaté que les personnes qui ont un travail et un statut de fonctionnaire (qui est stable), ne veulent pas le quitter même si le salaire est faible (10 à 15 000 leks par mois, soit la moitié du revenu moyen d'un actif agricole). Ainsi dans nos enquêtes 7 familles sur 52 ont des membres de la famille fonctionnaires (soit un des enfants, soit l'épouse), et ceux-là font partie de ceux qui continuent à développer leur exploitation.

c. - L'émigration à l'étrangers.

63% des ménages paysans enquêtés ont au moins une personne qui travaille en émigration temporaire ou permanente à l'étranger. En général ce sont les hommes entre 20 et 45 ans qui émigrent, et en fonction des besoins de leurs familles reviennent au pays au moment des travaux agricoles les plus importants.

Souvent les revenus d'émigration sont les revenus monétaires les plus significatifs de la famille. En moyenne pour la période 1997-1999, un émigré en Grèce ou en Italie apporte environ 278 000 leks/ans à sa famille, soit le double du salaire d'un fonctionnaire local.

d. - Les retraites et les aides sociales.

Ces revenus sont très faibles. Un retraité non agricole a en moyenne 5 000 à 6 000 leks/mois, un retraité agricole, entre 1 200 et 2 000 leks/mois, et l'aide sociale pour les familles qui ont droit apporte 2 000 à 3 000 leks/mois (soit le 1/10 du revenu perçu par un émigré).

Cette faiblesse des revenus de transferts nécessite le maintien d'une activité agricole à un âge avancé et en même temps assure une souplesse dans la réalisation de multiples tâches associées à la pluriactivité dans un contexte où les revenus familiaux annuels restent très faibles, entre 4 et 500 000 leks, soit 20 à 25 000 francs français.

Cette description générale des ménages paysans ne présente que des indicateurs en termes des moyennes pour tous les ménages paysans enquêtés, et cache donc les différences qui existent au sein des unités de base de production. La construction d'une typologie des ménages paysans enquêtés nous permettra d'identifier l'hétérogénéité des formes actuelles de la production agricole et d'essayer de comprendre la logique de leur fonctionnement.

II. - MENAGES PAYSANS ET TYPOLOGIE DES EXPLOITATIONS (cf. schéma n° 1)

Les principales variables prises en compte sont les suivantes:

1. Le degré de "marchandisation" de la production agricole

En fonction du degré d'intégration aux marchés agricoles nous avons distingué deux groupes : exploitations-ménages d'autosubsistance et exploitations ménages marchandes. Nous appelons exploitations de subsistance toute les exploitations/ménages qui utilisent plus de 50 % de la production agricole pour l'autoconsommation familiale. Il s'agit de 45 exploitations en 1997 et de 36 exploitations en 1999 (exploitations de types IA, IB, IC).

Nous considérons comme exploitations marchandes toute les exploitations/ménages où plus de 50 % de la production agricole est destinée aux marchés. Elle représentaient 13 % des exploitations enquêtées en 1997 et 19.3 % des ménages enquêtés en 1999 (exploitations de type IIA, IIB, IIC).

2. - Relations activités agricoles/activités non agricoles

L'activité agricole joue un rôle essentiel pour la survie de la famille, puisque elle en assure l'alimentation. En dehors de ce rôle, elle constitue aussi un facteur d'emploi, d'utilisation du patrimoine foncier et de sécurité face aux incertitudes. En fonction de la composition du revenu familial et de la combinaison des activités, nous distinguons trois catégories des ménages:

- les ménages paysans qui ont des revenus agricoles insuffisants et qui sont donc obligés d'assurer des revenus non agricoles par le recours régulier aux activités extérieures. Dans cette catégorie entrent tous les exploitations de subsistance, (types IA, IB, IC - cf. schéma n° 1).
- les ménages paysans qui ont des revenus agricoles et non agricoles importants. Ce sont les exploitations marchandes qui utilisent les revenus non agricoles (notamment ceux de l'émigration) pour l'autofinancement des investissements agricoles (achat des machines agricoles, construction des serres, etc.), (types IIA, IIB - cf. schéma n° 1).
- les ménages sans revenus extérieurs. Ce sont les exploitations que nous avons appelés "intensifiées par nécessité". Face à l'impossibilité d'avoir des revenus non agricoles, ces ménages essaient d'intensifier en travail leur système de production (qui est basé sur des cultures commerciales), pour pouvoir à la fois satisfaire les besoins alimentaires de la famille et assurer des revenus monétaires par la vente des produits agricoles (type IIC).

3. - Système de production agricole et choix technologiques

Si une grande partie de la production est destinée à la consommation des ménages, la culture de blé pour l'autoconsommation diminue (31 % de la SAU des exploitations enquêtées à 1999, contre 43 % à 1999). L'élevage laitier, les productions maraîchères et dans une moindre mesure la production fruitière, se développent pour l'approvisionnement des marchés de proximité.

Les différenciations technologiques, auxquelles on est attentif dans ce travail sur l'émergence de nouveaux modèles de production, restent faibles du fait des difficultés de tous ordres dans l'accès aux facteurs de production (exception faite des engrais qui sont assez largement utilisés). Cependant les producteurs spécialisés (7,7 % des producteurs enquêtés en 1999), se différencient des autres en achetant des semences, plantes ou pesticides, directement à l'étranger.

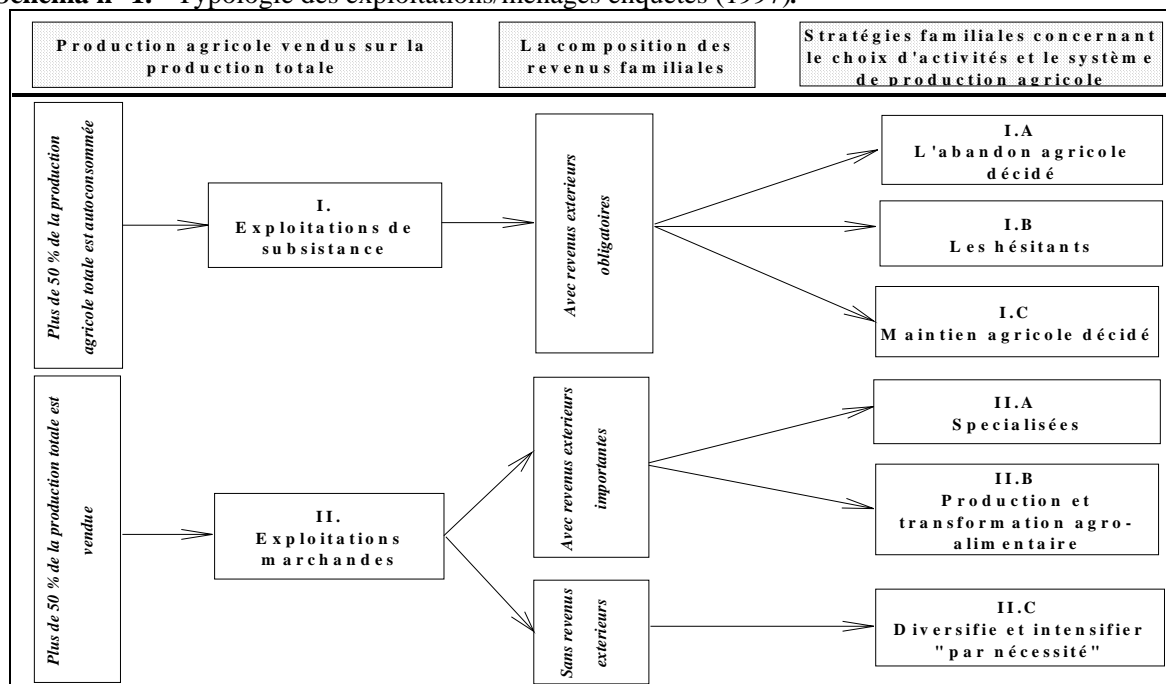
4. - Caractérisation du comportement stratégique des ménages vis à vis de l'activité agricole

La composition du ménage et sa cohésion sociale, l'identité professionnelle et la disponibilité en terre sont des facteurs déterminants du comportement et des stratégies mises en oeuvre par les ménages paysans vis à vis de l'activité agricole. Selon H. Lamarche, « les exploitants organisent leurs stratégies, vivent leur luttes et concluent leurs alliances en fonction de la mémoire qu'ils ont de leur histoire et des ambitions qu'ils ont de leur avenir » (H. Lamarche, 1991). De même C. Laurent et son équipe (C. Laurent et al. 1998) considèrent que le rôle de l'activité agricole dans la cohésion sociale est plus complexe que celui que l'on pensait percevoir au travers de la seule activité sectorielle. Citant d'autres auteurs (P. Castel, 1995), elle met en avant « les relations de pacte de solidarité, pacte de travail, pacte de citoyenneté, comme éléments d'un nouveau contrat social ». Ces approches de la cohésion sociale nous semblent intéressantes dans la période de refondation de l'agriculture albanaise caractérisée par une société en transition.

Ainsi, les exploitations-ménages en situation "d'abandon décidé", arrêtent l'activité agricole et passent définitivement à un autre mode de vie (non agricole, urbain ou à l'étranger). Il s'agit généralement d'exploitations de très petite taille, qui n'ont pas beaucoup des connaissances techniques en agriculture et sont plutôt situées dans les zones les plus accidentées.

Les "hésitants" sont des ménages qui, soit par opportunisme, soit par impossibilité de développer une exploitation agricole ou de la quitter (par ce qu'elle assure la survie de la famille), continuent toujours de travailler la terre et ne savent pas ce qu'ils vont faire dans l'avenir.

Dans les exploitation agricoles « spécialisées », et celles qui associent « production et transformation agro-alimentaire », la cohésion sociale au sein de la famille et l'identité professionnelle (compétences techniques acquises durant la période de collectivisme) sont deux éléments explicatifs de la prospérité relative de ces ménages paysans. Les spécialistes (agronomes, vétérinaires) et les ouvriers qui ont travaillé durant de longues années dans des ateliers spécialisés des fermes d'Etat, mettent en place des systèmes de production dont ils connaissent les techniques.

Schéma n° 1. - Typologie des exploitations/ménages enquêtés (1997).**Tableau n° 1.** - Les principaux indicateurs (1997-1999) de groupes d'exploitations/ménages identifiés.

INDICATEUR / TYPE	I. A		I. B		I. C		II. A		II. B		II. C	
	1997	1999	1997	1999	1997	1999	1997	1999	1997	1999	1997	1999
Effectif de ménages	4	6	20	14	21	22	2	4	2	3	3	3
Taille du ménage	4,4	4,4	5,6	5,4	5,4	5,4	6,4	6,5	6,8	7,1	5,1	4,8
Actifs par ménage	2,5	2,5	3,1	3	2,9	3,1	3,5	3,2	3,6	3,4	3	2,5
Actifs agricoles	0,8	0,6	1,9	1,7	1,8	2	2,5	2,5	2,4	2,4	2,5	2,4
SAU (ha)	0,4	0,35	1,2	1,14	1,71	1,67	1,5	1,5	1,7	1,7	1,1	1,2
SAU/actif agricole (ha)	0,5	0,58	0,63	0,67	0,95	0,84	0,60	0,60	0,71	0,71	0,44	0,50
Production vendus/production totale	0	0	0,11	0,12	0,26	0,31	0,98	0,98	0,89	0,92	0,57	0,56
Revenu agricole brut (000 leks, base 1995)	74	67,3	187	193	298	311	1762	1843	2375	2446	300	319
Revenu non agricole (000 leks, base 1995)	647	689	232	236	206	201	575	552	813	782	0	0
Revenu familiale total (000 leks, base 1995)	721	756	419	429	504	512	2338	2395	3188	3228	300,1	319
Revenu agricole/ revenu familial total (en %)	10,3	8,9	44,6	44,9	59,2	60,7	75,3	76,9	74,5	75,8	100	100
Revenu monétaire total (000 leks, base 1995)	647	689	252	260	288	297	2302	2358	2927	3032	171	178
Revenu monétaire non agricole/ Revenu monétaire total (en %)	100	100	91,9	91,1	71,5	67,7	25,0	23,4	27,8	25,8	0	0
Les investissements agricoles 1997-99 (000 leks, base 1995)	0		6,21		16,2		164		212		17,6	
Investissements agricoles 1997-99/ Revenu monétaire totale 1997-99. (en %)	0		2,57		6,61		8		7,27		10,3	

Source: enquêtes G. BIBA, (1997, 1999). Taux de change en 1999: 1\$ USA = 136,6 leks = 6,80 FF

Dans le tableau n°1, nous avons présenté l'évolution, 1997-1999, de quelque principal indicateur à caractère socio-économique pour chaque groupe d'exploitation/ménage identifier. Nous avons considéré comme revenu agricole brut la valeur de la production agricole produite plus éventuellement la valeur des produits transformés. Le revenu non agricole est composé de salaires, retraites, transferts des institutions, commerce ou autre activité non agricole.

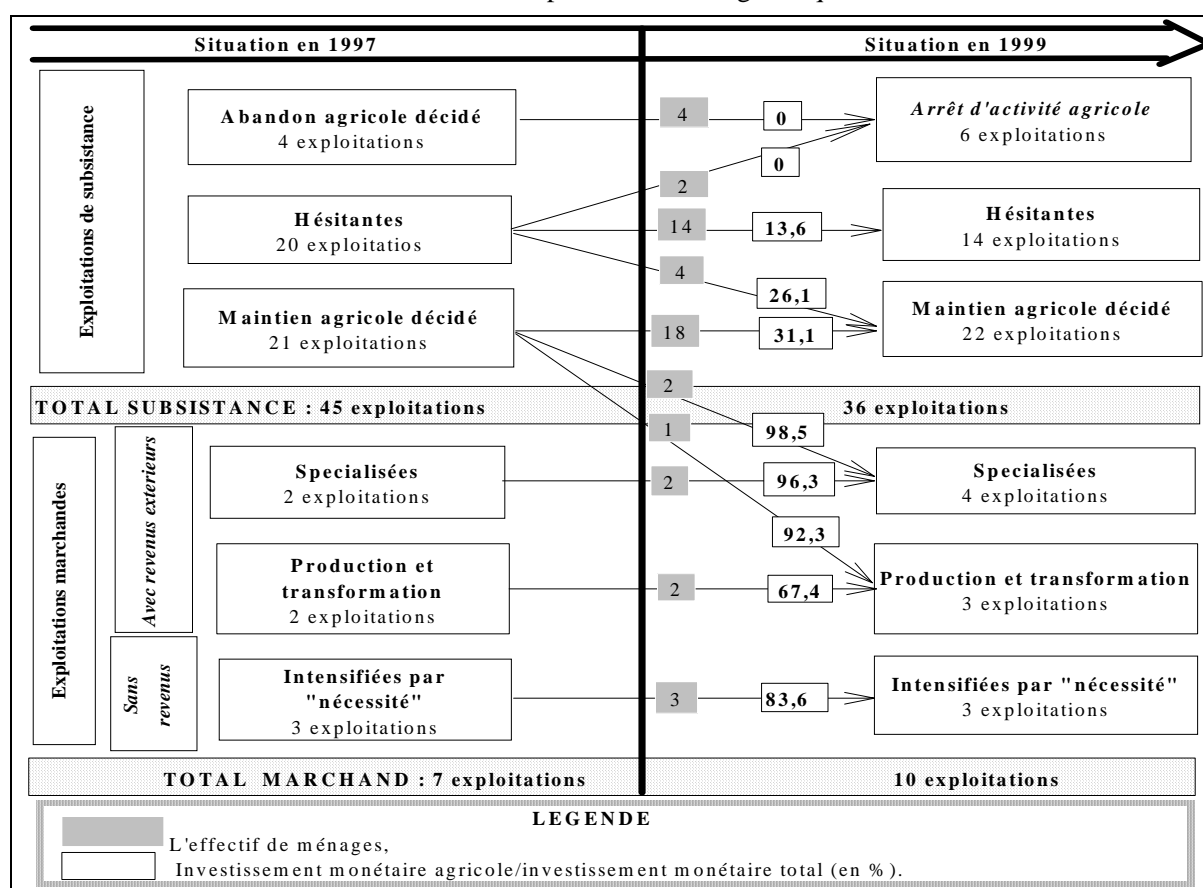
III. - L'EVOLUTION DES FORMES DE PRODUCTION : VERS UNE AGRICULTURE DUALE OU LA PLURIACTIVITE RESTE LA CLEF ESSENTIELLE DE L'ORGANISATION PRODUCTIVE ?

Bien que la privatisation de la terre soit récente (1992), nous pouvons nous demander si l'évolution "naturelle" des formes de production ne se dirige vers une agriculture duale, comprenant :

- d'un côté des exploitations "commerciales", (IIA et IIB) basées sur une très forte intensification de la production,
- et de l'autre côté des exploitations "moins commerciales" (IB, IC) que les premières mais plus adaptables, qui se maintiennent et se développent par la combinaison des revenus agricoles et non agricoles.

Le schéma ci-dessous représente les trajectoires suivies par les différents types des ménages paysans, identifiées sur la base des résultats de l'enquête réalisée en deux périodes (1997 et 1999) à deux ans d'intervalle.

Schéma n° 2. - L'évolution 1997 - 1999 des exploitations/ménages enquêtés.



Même si les périodes d'observation sont trop peu espacées dans le temps, ce schéma nous permet d'observer les changements qui ont eu lieu à l'intérieur des groupes d'exploitations agricoles identifiés selon notre typologie. Ainsi, en prenant en compte l'évolution de l'exploitation agricole, nous pouvons distinguer trois types de trajectoires des ménages paysans:

1. - Trajectoires caractérisées par le recul de l'activité agricole. Une partie des ménages paysans (6) enquêtés en 1997 ont abandonné l'activité agricole et développent, soit des activités rurales non agricoles (commerce, services villageois, etc.), soit ont émigré dans les villes ou à l'étranger. Selon notre enquête, les ménages qui ont abandonné l'agriculture étaient des "hésitants" (2 ménages), ou l'avaient déjà décidé en 1997 (4 ménages). Il s'agit en général de jeunes couples avec peu de terre, des couples de

fonctionnaires ou encore des personnes qui grâce à leur profession antérieure non agricole ont développé une activité économique plus adaptée à leurs exigences de travail et de revenus. Le cadre ci dessous présent l'exemple d'une famille paysanne qui a décidé de quitter l'agriculture.

Abandon agricole décidé

Famille de 8 personnes (parents plus six enfants de 10 à 30 ans), originaire de la zone de plaine de Lezha, partis à Tirana. Avant leur retraite, le mari (61 ans) travaillait comme magasinier à la coopérative et sa femme (60 ans) était institutrice. Deux fils célibataires (26 et 24 ans) sont en émigration permanente, dans la construction en Grèce, depuis 1993 et envoient de l'argent à la famille. Deux autres (22 et 19 ans), en émigration saisonnière sur la moitié de l'année, occupent des emplois divers. La fille est étudiante à l'Université. La terre 1,6 ha et la maison ont été louées à un prix symbolique à un cousin. Ils n'ont pas pu vendre la terre au prix qu'ils souhaitaient. En 1994 ils voulaient construire une petite laiterie artisanale mais ils n'ont pas pu avoir des crédits. Jusqu'en 1997 les parents ont travaillé la terre pour assurer seulement l'autoconsommation familiale et avec l'argent de l'émigration ils ont décidé d'acheter une maison à Tirana. Maintenant il pensent acheter une boutique ou seront employés au moins les deux plus jeunes frères et les deux autres continueront l'émigration.

2. - Trajectoires stables. Ils sont 39 exploitations-ménages qui n'ont pas connu de changements significatifs, ni au niveau de l'exploitation agricole, ni au niveau des autres activités économiques. En 1999, ils se trouvent dans le même groupe de ménages, qu'ils étaient en 1997. Il s'agit souvent de ménages paysans "hésitants" (14 en 1999), qui n'investissent pas ou très peu. Leur principal objectif est le maintien de la famille sur place en combinant des revenus monétaires extérieures à l'exploitation, avec une production agricole d'autosubsistance. L'exemple de ci-dessous montre l'importance du dilemme «quitter, ou pas, l'agriculture et le rurale en fonction des opportunités ».

Hésitants

Famille de 4 personnes : jeune couple de 37 ans (ex travailleur de la ferme d'Etat) avec deux enfants. Le mari a travaillé entre 1993 - 1997 en émigration saisonnière en Grèce et en 1997 ils ont ouvert un magasin au village. Ils ont 6000 m² de SAU et une vache. La terre est cultivée avec des légumes pour l'autoconsommation et de la luzerne pour la vache. Ils aimeraient partir en ville mais ne sont pas encore sûr de pouvoir trouver un commerce comme il l'ont déjà au village. Pour eux la terre constitue un patrimoine qui ne veulent pas abandonner. Mais l'avenir dépend des opportunités qu'ils auront: soit partir en ville, soit développer une exploitation tout en gardant le magasin de village.

Enfin, comme il est montré dans les exemples ci dessus, les exploitations intensifiées « par nécessité » qui n'ont pas des ressources monétaires extérieures, ne peuvent pas développer leur appareil de production.

Intensifie « par nécessité »

Un couple d'agriculteurs âgés de 34 ans. Il ont fait tous les deux des études secondaires agricoles et ont travaillé à la coopérative de 1983 à 1991. Jusqu'en 1994 ils vivent avec les parents du mari. L'exploitation située en zone de plaine à environ 25 km de la ville. La SAU totale est de 9 000 m², dont 4 000 m² en propriété et 5 000 m² en location (son frère est parti en émigration avec sa famille et leur a laissé la terre en location gratuite jusqu'à son retour). Le mari n'est pas parti en émigration parce qu'il estime que on ne peut pas laisser la femme avec un enfant (5 ans) s'occuper toute seule de la terre et de la maison. Ils ont choisi de produire des plants de tomates, poivrons, aubergines, de bulbes d'oignons et des plants de pomme de terre qu'ils vendent sur le marché local. Leur projet familial de court terme est de pouvoir construire un moulin à l'eau pour développer une activité de meunerie en vue d'assurer des revenus monétaires supplémentaires. Mais en l'absence des ressources financières il faudra « patienter » encore quelques années pour en pouvoir réaliser cet investissement. Le mari envisage la nécessité d'une période d'émigration saisonnière en Grèce pour accumuler de quoi investir sur son exploitation.

3. - Trajectoire des exploitations en développement. Ce sont les ménages qui font des efforts pour le développement de l'exploitation agricole. Concrètement il s'agit d'une augmentation de la production et d'une plus forte intégration aux marchés agricoles. Par rapport à la situation de 1997, le développement des exploitations qui ont suivi cette trajectoire s'est fait selon trois cas de figure :

- a. - Dans les exploitations agricoles d'autosubsistance, qui ont décidé de maintien de leur activité agricole, des investissements sont engagés, comme le montre très bien l'exemple développé dans l'encadré ci dessous.

Le maintien agricole décidé

Famille de 7 personnes : parents âgés de 56 et 54 ans, deux fils âgés de 32 et 29 ans, fille de 26 ans, l'épouse de l'aîné avec une petite fille. Le père a travaillé comme tractoriste à la coopérative. Exploitation située dans la zone des collines, à une dizaine de km de la ville, avec une SAU totale de 1,3 ha. Le fils cadet est depuis 1994 en émigration à Grèce et apporte régulièrement des revenus monétaires à la famille. Le fils aîné, lui aussi a travaillé entre 1993 et 1996 en émigration saisonnière en Grèce, mais depuis l'été 1996 il a acheté un camion et maintenant il travaille dans le village pour le transport de personnes et des marchandises. Les parents avec la fille et l'épouse du fils travaillent la terre et s'occupent des animaux (20 brebis et 2 vaches). En 1998 le père a décidé, sans que les enfants soient d'accord, d'acheter un tracteur d'occasion, de 42 chevaux. Le fils aîné que en 1997 pensait partir avec sa famille pour s'installer à Lezha, a décidé maintenant qu'ils ont le tracteur et le camion, il souhaite acheter au moins 1 ha de terre pour planter de pêcher et cultiver des légumes (tomate, poivron, pastèque, melon ...) pour le marché. Actuellement ils vendent des produits animaux et quelques légumes. Le frère qui est en Grèce peut être partira en Italie pour ne pas retourner au pays, mais le reste de la famille continuera à développer l'exploitation et à travailler avec le camion qui leur apporte des revenus monétaires non négligeables.

- b. - Certaines exploitations spécialisées se modernisent et développent leur production grâce aux revenus extérieures et un accès privilégié aux nouvelles technologies en appuyant sur la pluriactivité familiale.

Exploitation spécialisée en développement

Exploitation spécialisée en production de légumes sous serre, située en périphérie de la ville de Lezha. Famille de 8 personnes : parents (58 ans), ex travailleurs des serres dans la ferme d'Etat, fils aîné (36ans) avec sa femme (35 ans) et deux enfants, fils (32 ans) en émigration en Italie depuis 1992 qui travail dans des serres, fille de 30 ans. Avec l'argent que le fils envoie de l'Italie et que l'autre fils a gagné pendant 1 an en Grèce (1993-1994), en 1995 on décide de construire 2000 m² de serres plastiques pour cultiver de tomates et concombre. Tout le matériel nécessaire est acheté en Italie par le fils qui travail la bas. En 1996 ils construisent encore 2000 m² de nouvelles serres. Les parents connaissent bien les techniques de production, le fils aîné s'occupe de la commercialisation et le fils qui travaille en Italie apporte les semences (de concombre, salade et les plantes de tomate) et tous les pesticides. En 1998, il ont acheté 1 ha de terre, l'ont actuellement cultivé avec de la luzerne pour la vache, mais ils pensent d'agrandir la surface des serres. Les parents estiment que le fils qui est en Italie doit rester la bas parce qu'il assure une source de revenus monétaires réguliers et non négligeables mais aussi parce qu'il travaille dans des serres et leur apporte du matériel nécessaire et les nouvelles technologies de production.

- c.- il s'agit d'exploitations du type IIB qui associent la production agricole à un développement de transformation/commerce agro-alimentaire, toute en maintenant des activités extérieures. Le changement du système de production est réalisé grâce à trois éléments importants que sont: (i) revenus extérieures élevés provenant de l'émigration, (ii) une forte cohésion sociale au sein de familles relativement nombreuses, et (iii) des actifs ayant des connaissances techniques sur la production agricole (anciens techniciens, et des ouvriers qui ont travaillé dans des domaines spécialisés de la production collectiviste). L'exemple, représenté dans le cadre suivant, montre l'importance de la pluriactivité familiale pour l'émergence et l'évolution d'une PME rurale.

Production transformation agro-alimentaire

Avec son exploitation située dans la zone de plaine à 15 km de la ville de Lezha, la famille de T. M (44 ans, ingénieur agronome qui a une expérience professionnelle de 17 ans), est composée de 11 personnes. Les parents, âgés respectivement de 70 et 69 ans, anciens travailleurs de la coopérative sont à la retraite. Trois frères (célibataires) âgés de 26, 31 et 36 ans - ex travailleurs de la coopérative - sont depuis 1992 en émigration en Italie. En 1996 T. M a quitté son travail d'agronome pour se consacrer, avec son frère (de 28 ans), à l'exploitation. Leurs épouses sont toutes les deux institutrices à l'école du village et il ont deux enfants.

En mars 1992 lors de la réforme foncière ils ont reçu 1,52 ha de terre labourable (ils étaient 8 personnes et on a distribué 0,19 ha/personne), et une vache. La terre est 100 % irriguée, proche de la maison et divisée en deux parcelles de 0,52 et 1 ha. En janvier 1993 ils achètent une camionnette pour 200 000 leks (dont 150 000 leks à crédit). Après une expérience malheureuse (du fait d'une surproduction saisonnier) en maraîchage le père décide d'acheter, à 160 km de Lezha, des olives en vue de les transformer et d'en assurer la commercialisation sur le marché locale. Après une première saison réussie en 1994, le père demande à ses enfants qui sont en émigration d'envoyer de l'argent pour l'achat des machines et équipements nécessaires à la transformation d'olives. De 1994 à 1997 6 millions de leks sont investis équipement. La quantité d'olives transformée et vendue est passée de 30 quintaux en 1993/1994 à 300 quintaux en 1996/1997 et à 400 quintaux/an (1999). Pour mieux utiliser la terre, mais aussi pour diversifier l'activité de agro-transformation, en 1995, on décide de planter 4000 m² de vigne pour la production du vin et de raki. Après sa première production de 1998, cette surface de vignoble est passée de 0,4 à 0,9 ha en 1999. En 1998 un salarié permanent qui fournit en moyenne 260 jours de travail par an est embauché. Le chef d'exploitation (T. M), qu'est aussi le « coordinateur » des activités familiales, a repris son travail d'agronome à la direction régionale de l'agriculture. « J'ai accepté de reprendre le travail, dit-il, pas pour l'argent, mais parce qu'il me permet d'avoir des relations et des informations que je ne pourrais pas avoir si je travaillais seulement sur mon exploitation ».

QUELQUES CONCLUSIONS

Il existe une difficulté majeure à caractériser les ménages exploitations pluriactives, que l'on a toujours trop tendances à catégoriser par l'activité dominante, ce qui sous estime complètement le rôle de la combinaison des activités. En analysant différentes situations familiales nous constatons que malgré le niveau très élevé de l'autoconsommation, il y a une tendance à une "marchandisation" plus grande de l'économie paysanne albanaise. Pourtant la proportion d'exploitations agricoles pluriactives reste quasiment identique, 93 % en 1999 contre 94 % en 1997.

L'origine socioprofessionnelle des membres de la famille, la disponibilité en facteurs de production, le revenu global qu'on désire atteindre, les niveaux relatifs de rémunération du travail familial, la situation géographique de la famille et les infrastructures (physiques et institutionnelles) disponibles sont les principaux facteurs qui déterminent le choix des activités économiques du ménage paysan. La spécialisation de la production reste très faible et concerne essentiellement les ménages qui ont des compétences techniques élevées dans des activités bien précises et des moyens financiers importants.

La présence ou l'absence d'investissements productifs sur l'exploitation ne constitue pas seulement un indicateur de transformation du système de production mais il apparaît aussi comme un élément stratégique du comportement du ménage vis à vis d'activité agricole.

En effet dans beaucoup de situations l'investissement ne peut être financé qu'à partir des revenus non agricoles du ménage. En même temps les structures de production gardent une très petite taille, ce qui interdit largement une accumulation à caractère trop strictement agricole

Ainsi, la différenciation post-collectiviste et les trajectoires d'évolution des différents types des ménages ruraux en Albanie, contredisent l'idée affichée par les institutions du pays, au début de la politique de transition, selon laquelle on s'attendait à une transformation rapide de l'exploitation paysanne à une exploitation agricole marchande classique, de type occidental. L'évolution des formes actuelles d'organisation et de fonctionnement des unités socio-économique de base montre qu'elles s'orientent de manière durable vers des systèmes d'activités pluriactifs. L'originalité de ce système d'activités consiste dans le fait qu'il est basé sur des interaction fortes entre les différentes activités économiques de la famille. Dans le cas des ménages qui ont décidé de maintenir l'activité agricole, cette interaction s'exprime notamment au niveau d'utilisation des revenus non agricoles pour le développement de la production agricole. C'est notamment le cas des familles nombreuses mais aussi des jeunes couples où assurer des revenus extérieurs par l'émigration d'un ou plusieurs membres de la famille devient de plus en plus une stratégie familiale. Le nombre limité de nos enquêtes et les courtes périodes d'observation rendent encore difficile une réponse définitive à la question du caractère transitoire ou structurel de cette pluriactivité si générale. Pour répondre à cette question nous continuons d'approfondir notre travail en terme d'analyse socio-économique autour d'un plus grande nombre des ménages tout en analysant plus finement, dans certaines situation, comment s'est construite la pluriactivité. Pour que ce système d'organisation de la production activités soit efficace il faut aussi que les instances politiques l'acceptent et contribuent à son encadrement et à sa structuration, en tenant compte du fait que la régulation par la pluriactivité ne contredit pas le développement agricole et de plus garde tout le monde à la production dans un contexte de faible développement de l'emploi dans les secteurs secondaires et tertiaires de l'économie.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARTHEZ A.**, (1999) - Installation « hors du cadre familial » et relation d'adaptation. In : *Economie rurale*, n° 253. pp. 15 - 20.
- BENOIT M., BROSSIER J., MARCHALL E., ROUX M., MORLON P., et THEILLARD DE CHARDIN B.**, (1988) - *Diagnostic global de l'exploitation agricole : une proposition méthodologique*. (Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires) : INRA-SAD. 47 p.
- BIBA G.**, (1998) - *Transition de la collectivisation à la mini-exploitation paysanne en Albanie : analyse de la structure, du fonctionnement et des comportements des agriculteurs dans le district de Lezha*. CIHEAM/IAM - Montpellier, n° 46. 174 p.
- BLANCHET J., DEAUD V.**, (Sous dir.) (1998) - *Comprendre les pluriactifs en agriculture : situation juridique, sociale, fiscale*. Ed. France Agricole, Paris. 156 p.
- BOUSSARD J-M.**, (1998) - *Economie de l'agriculture*. Paris : Economica. 310 p.
- BROSSIER J., PETIT M.**, (1977) - Pour une typologie des exploitations agricoles fondée sur les projets et les situations des agriculteurs. In : *Economie Rurale*, n° 122. pp. 31-40.
- CASTEL R.**, (1995) - *Les métamorphoses de la question sociale*. Paris : Fayard.
- CORSI A.**, (1993) - Pluriactivité: les critères de choix des ménages agricoles. In : *Cahier d'économie et de sociologie rurales*, n° 26, pp. 5-28.
- DELORD B., LACOMBE Ph.**, (1990) - Dynamique des structures agricoles : exploitation ou famille? In: *Economie Rurale* n° 199, pp. 19-25.
- ELLIS F.**, (1993) - *Peasant economics : farm households and agrarian development*. Second Edition, Cambridge University Press, 309 p.
- LAMARCHE H.**, (1991, sous dir. de) - *L'agriculture familiale*. Tome 1 : *une réalité polymorphe*. Tome II.: *du mythe à la réalité*, Paris : L'Harmattan. 606 p.
- LAURENT C., CARTIER S., FABRE C., MUNDLER P., PONCHELET D., REMY J.**, (1998) - L'activité agricole des ménages ruraux et la cohésion économique et sociale. In : *Economie rurale* n° 244. pp 12 - 21.
- LAURENT C, CHEVALLIER C., JULIAN P., LANGLET A., MAIGROT J.L., PONCHELET D.**, (1994) - Ménages, activité agricole et utilisation du territoire: du local au global à travers les Recensements Généraux de l'Agriculture. In: *Cahiers Agriculture*, 1994; 3 :93-107
- LAURENT C., CARTIER S., FABRE C., MUNDLER P., PONCHELET D., REMY J.**, (1996), *Les Différentes formes d'exercice de l'activité agricole des ménages ruraux*. Actes du colloque Nouvelles Fonctions de l'Agriculture et de l'Espace Rural. INRA. Editeurs : G. Allaire, B. Hubert, A. Langlet, 17 et 18 décembre 1996, Toulouse.
- PAUL J. L.**, et al (1993) - Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité. Communication au colloque: "*Développement du durable et agriculture*", Montpellier, pp. 46-52.
- PETIT M.**, (1974) - Plaidoyer pour un renouvellement de la théorie économique de la décision. In: *POUR* n° 40, pp. 79-91.
- PLUVINAGE J.**, (1988) - *Economie de l'unité de production agricole*, Document du travail, CIHEAM/IAM - Montpellier. 37 p.
- PLUVINAGE J.**, (1995) - *Le système de production céréales - élevage et la gestion de risque dans les zones sèches méditerranéennes*. ENSA. Montpellier, 444 p.
- POULIQUEN A.**, (1994) - L'agriculture des pays de l'Europe centrale et orientale: quelle production pour quel marché. In: *Le courrier des pays de l'Est* n° 391, pp. 35-43.
- RAFAC. (ed.)**, (1997) - *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives*. Options Méditerranéennes, Série B, n° 12, CIHEAM, Montpellier. 323 p.
- SEVEROL C.**, (1989) - *L'agriculture moderne*, Ed. du Seuil, 258 p.
- TCHAYANOV A.**, (1990) - *L'organisation de l'économie paysanne*. Paris : Librairie du Regard. 344 p.